

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL ADMINISTRATIF ET ECONOMIQUE

B — N° 67

31 août 2007

S o m m a i r e

Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres de la Commission consultative d'appréciation relative aux sanctions de formations dispensées aux postulants à la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles.	page 982
Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres de la Commission consultative relative aux sanctions des formations dispensées aux futurs travailleurs désignés	982
Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres du Comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles	983
Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres du Comité consultatif relatif à la formation des travailleurs désignés	984
Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Martine Andrée GUILLAUME à changer le nom patronymique actuel de sa fille Julie Claire ROOS en celui de «GUILLAUME»	985
Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Carole Edmée Elisabeth KAPP-JOEL à changer son nom patronymique actuel en celui de «KAPP»	985
Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Maria do Ceu Loureiro Marques à changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Maria MARQUES»	986
Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Alfreda Anita MENGONI à changer ses prénoms actuels en celui de «Anita»	986
Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Monsieur Roland Jean-Marc ROELTGEN et Madame Tina KÖNIG à changer le nom patronymique actuel de leur fille Jill KÖNIG en celui de «ROELTGEN»	987
Arrêté ministériel du 8 août 2007 concernant l'ouverture d'une enquête sur l'utilité du remembrement des terres forestières sises principalement dans la commune de WINSELER	987
Administration de l'Environnement – Examen – Nominations	987
Administration pénitentiaire – Nominations	988
Association syndicale libre – Kehlen	988
Composition de la Chambre du contentieux des fonctionnaires 2007 – 2010	988
Composition de la Cour de Justice Benelux 2007 – 2010	988
Conventions collectives de travail – Dépôts	989
Entreprises d'assurances – Transfert de portefeuille d'assurance non-vie de l'entreprise d'assurance «AIG CZECH REPUBLIC pojišť'ovna, a.s.» vers l'entreprise d'assurance «AIG EUROPE S.A., pobočka pro Českou republiku»	989
Fonds National de Solidarité – Examen de promotion – Examen de fin de stage	989
Indice des prix à la consommation au 1 ^{er} juillet 2007	990
Institut viti-vinicole – Examen de promotion dans la carrière de l'expéditionnaire	990
Juridictions administratives – Nomination	990
Magistrature – Nominations – Prorogation – Délégation	990
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Commission d'Harmonisation	990
Ministère de la Famille et de l'Intégration – Services pour personnes âgées – Agréments	990
Organisme de gestion et de répartition des droits d'auteur et des droits voisins – Autorisation	991
Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de juin 2007	991
Santé – Art de guérir – Médecine Vétérinaire – Pharmaciens	994

Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres de la Commission consultative d'appréciation relative aux sanctions de formations dispensées aux postulants à la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

Vu l'article 7 paragraphe 1 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006

- concernant la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles;
- déterminant les modalités d'octroi de l'agrément en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles;

portant institution d'une Commission consultative d'appréciation relative aux sanctions de formations dispensées aux postulants à la fonction de coordinateur de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles, dénommée ci-après la Commission consultative;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont désignés comme membres effectifs de la Commission consultative:

En tant que représentant du Ministère du Travail et de l'Emploi:

Madame Nadine WELTER, attachée de gouvernement 1^{er} en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi;

En tant que représentant du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle:

Monsieur Jerry LENERT, chargé de mission au service de la formation professionnelle;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Paul WEBER, directeur à l'Inspection du Travail et des Mines;

Sont désignés comme membres suppléants de la Commission consultative:

En tant que représentant du Ministère du Travail et de l'Emploi:

Monsieur Gary TUNSCH, inspecteur principal 1^{er} en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi;

En tant que représentant du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle:

Monsieur Christian DELL, ingénieur diplômé au Centre National de la Formation Professionnelle Continue;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Marc KREMER, ingénieur 1^{ère} classe à l'Inspection du Travail et des Mines.

Art. 2. Madame Nadine WELTER respectivement Monsieur Gary TUNSCH, pré-qualifiés, remplissent la fonction de président.

Art. 3. Le secrétariat de la Commission consultative est assuré par Monsieur Jerry FUSENIG, rédacteur principal à l'Inspection du Travail et des Mines respectivement par son suppléant Madame Karin BAASCH-WILMES, employée à l'Inspection du Travail et des Mines.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Ampliation en sera communiquée aux personnes concernées pour leur servir de titre. Copies en seront transmises pour information à l'Administration du Personnel de l'Etat et à la Cour des Comptes.

Luxembourg, le 7 mars 2007.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

François Biltgen

Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres de la Commission consultative relative aux sanctions des formations dispensées aux futurs travailleurs désignés.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

Vu l'article 9 paragraphe 1 du règlement grand-ducal du 9 juin 2006

- déterminant le nombre suffisant des travailleurs désignés,
- catégorisant les entreprises dans lesquelles l'employeur peut assumer lui-même la fonction de travailleur désigné,
- relatif aux capacités des travailleurs désignés,
- relatif à la formation des travailleurs désignés;

instituant une Commission consultative relative aux sanctions des formations dispensées aux futurs travailleurs désignés, dénommée ci-après Commission consultative;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont désignés comme membres effectifs de la Commission consultative:

En tant que représentant du Ministère du Travail et de l'Emploi:

Madame Nadine WELTER, attachée de gouvernement 1^{er} en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi;

En tant que représentant du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle:

Monsieur Jerry LENERT, chargé de mission au service de la formation professionnelle;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Paul WEBER, directeur à l'Inspection du travail et des mines;

Sont désignés comme membres suppléants de la Commission consultative:

En tant que représentant du Ministère du Travail et de l'Emploi:

Monsieur Gary TUNSCH, inspecteur principal 1^{er} en rang au Ministère du Travail et de l'Emploi;

En tant que représentant du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle:

Monsieur Christian DELL, ingénieur diplômé au Centre National de la Formation Professionnelle Continue;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Marc KREMER, ingénieur 1^{ère} classe à Inspection du Travail et des Mines.

Art. 2. Madame Nadine WELTER respectivement Monsieur Gary TUNSCH, pré-qualifiés, remplissent la fonction de président.

Art. 3. Le secrétariat de la Commission consultative est assuré par Monsieur Jerry FUSENIG, rédacteur principal à l'Inspection du Travail et des Mines respectivement par son suppléant Madame Karin BAASCH-WILMES, employée à l'Inspection du Travail et des Mines.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Ampliation en sera communiquée aux personnes concernées pour leur servir de titre. Copies en seront transmises pour information à l'Administration du Personnel de l'Etat et à la Cour des Comptes.

Luxembourg, le 7 mars 2007.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

François Biltgen

Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres du Comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

Vu l'article 8.1. du règlement grand-ducal du 9 juin 2006

- concernant la formation appropriée par rapport aux activités de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles;
- déterminant les modalités d'octroi de l'agrément en matière de coordination de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles;

portant institution d'un organe consultatif à savoir le Comité consultatif relatif aux formations et aux agréments des coordinateurs de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires ou mobiles, dénommé ci-après le Comité consultatif;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont désignés comme membres effectifs du Comité consultatif:

En tant que représentant de la Chambre de Commerce:

Monsieur Paul EMERING, secrétaire général de la Chambre de Commerce;

En tant que représentant de la Chambre des Métiers:

Monsieur René THEISEN, conseiller technique à la Chambre des Métiers;

En tant que représentant des organismes de formation:

Monsieur Fernand HEMMEN, représentant de l'Institut de Formation de la Chambre de Commerce;

En tant que représentant des coordinateurs sécurité et santé établis au Grand-Duché de Luxembourg:

Monsieur Christian WATTE, ingénieur civil en génie civil, coordinateur de sécurité et santé sur les chantiers temporaires ou mobiles;

En tant que représentant de l'Association d'Assurance contre les Accidents:

Monsieur Claude SEYWERT, ingénieur 1^{ère} classe à l'Association d'Assurance contre les Accidents;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Robert HUBERTY, directeur adjoint à l'Inspection du Travail et des Mines;

Sont désignés comme membres suppléants du Comité consultatif:

En tant que représentant de la Chambre de Commerce:

Madame Annick DENNEWALD, attachée à la Chambre de Commerce;

En tant que représentant de la Chambre des Métiers:

Monsieur Marc GROSS, sous-directeur de la Chambre des Métiers;

En tant que représentant des organismes de formation:

Monsieur Jean KANDEL, membre du Comité de direction de l'Institut de Formation de la Chambre de Commerce;

En tant que représentant des coordinateurs sécurité et santé établis au Grand-Duché de Luxembourg:

Monsieur Bruno THUNUS, ingénieur civil des constructions, coordinateur de sécurité et santé sur les chantiers temporaires ou mobiles;

En tant que représentant de l'Association d'Assurance contre les Accidents:

Monsieur Georges WAGNER, ingénieur à l'Association d'Assurance contre les Accidents;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Claude SCHUH, ingénieur inspecteur à l'Inspection du Travail et des Mines.

Art. 2. Monsieur Robert HUBERTY respectivement Monsieur Claude SCHUH, pré-qualifiés, remplissent la fonction de président.

Art. 3. Le secrétariat du Comité consultatif est assuré par Monsieur Jerry FUSENIG, rédacteur principal à l'Inspection du Travail et des Mines respectivement par son suppléant Madame Karin BAASCH-WILMES, employée à l'Inspection du Travail et des Mines.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Ampliation en sera communiquée aux personnes concernées pour leur servir de titre. Copies en seront transmises pour information à l'Administration du Personnel de l'Etat et à la Cour des Comptes.

Luxembourg, le 7 mars 2007.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,
François Biltgen

Arrêté ministériel du 7 mars 2007 portant nomination des membres du Comité consultatif relatif à la formation des travailleurs désignés.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,

Vu l'article 10.1. du règlement grand-ducal du 9 juin 2006

- déterminant le nombre suffisant des travailleurs désignés,
- catégorisant les entreprises dans lesquelles l'employeur peut assumer lui-même la fonction de travailleur désigné,
- relatif aux capacités des travailleurs désignés,
- relatif à la formation des travailleurs désignés;

instituant un organe consultatif à savoir le Comité consultatif relatif à la formation des travailleurs désignés, dénommé ci-après le Comité consultatif;

Arrête:

Art. 1^{er}. Sont désignés comme membres effectifs du Comité consultatif:

En tant que représentant de la Chambre de Commerce:

Monsieur Paul EMERING, secrétaire général de la Chambre de Commerce;

En tant que représentant de la Chambre des Métiers:

Monsieur René THEISEN, conseiller technique à la Chambre des Métiers;

En tant que représentant des travailleurs désignés:

Monsieur Georges HAMER, ingénieur industriel, travailleur désigné;

En tant que représentant des organismes de formation:

Monsieur Jean KANDEL, membre du Comité de direction à l'Institut de Formation de la Chambre de Commerce;

En tant que représentant de l'Association d'Assurance contre les Accidents:

Monsieur Claude SEYWERT, ingénieur 1^{ère} classe à l'Association d'Assurance contre les Accidents;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Robert HUBERTY, directeur adjoint à l'Inspection du Travail et des Mines;

Sont désignés comme membres suppléants du Comité consultatif:

En tant que représentant de la Chambre de Commerce:

Madame Annick DENNEWALD, attachée à la Chambre de Commerce;

En tant que représentant de la Chambre des Métiers:

Monsieur Marc GROSS, sous-directeur de la Chambre des Métiers;

En tant que représentant des travailleurs désignés:

Monsieur Patrick FRIEDGEN, ingénieur industriel;

En tant que représentant des organismes de formation:

Monsieur Bruno RENDERS, directeur de l'Institut de Formation Sectoriel du Bâtiment S.A.;

En tant que représentant de l'Association d'Assurance contre les Accidents:

Monsieur Georges WAGNER, ingénieur à l'Association d'Assurance contre les Accidents;

En tant que représentant de l'Inspection du Travail et des Mines:

Monsieur Pierre HEUSCHLING, ingénieur inspecteur à l'Inspection du Travail et des Mines.

Art. 2. Monsieur Robert HUBERTY respectivement Monsieur Pierre HEUSCHLING pré-qualifiés, remplissent la fonction de président.

Art. 3. Le secrétariat du Comité consultatif est assuré par Monsieur Jerry FUSENIG, rédacteur principal à l'Inspection du Travail et des Mines respectivement par son suppléant Madame Karin BAASCH-WILMES, employée à l'Inspection du Travail et des Mines.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial. Ampliation en sera communiquée aux personnes concernées pour leur servir de titre. Copies en seront transmises pour information à l'Administration du Personnel de l'Etat et à la Cour des Comptes.

Luxembourg, le 7 mars 2007.

Le Ministre du Travail et de l'Emploi,
François Biltgen

Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Martine Andrée GUILLAUME à changer le nom patronymique actuel de sa fille Julie Claire ROOS en celui de «GUILLAUME».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Madame Martine Andrée GUILLAUME, demeurant à L-4744 Pétange, 2, rue J.P. Kirchen, sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de sa fille Julie Claire ROOS, de nationalité luxembourgeoise, née le 25 avril 1994 à Niedercorn, en celui de «GUILLAUME»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Madame Martine Andrée GUILLAUME est autorisée à changer le nom patronymique actuel de sa fille Julie Claire ROOS en celui de «GUILLAUME».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 29 juin 2007.
Henri

Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Carole Edmée Elisabeth KAPP-JOEL à changer son nom patronymique actuel en celui de «KAPP».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Madame Carole Edmée Elisabeth KAPP-JOEL, née le 15 juin 1977 à Luxembourg, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-8391 Nospelt, 32, rue de Dondelange, sollicitant l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de «KAPP»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Madame Carole Edmée Elisabeth KAPP-JOEL est autorisée à changer son nom patronymique actuel en celui de «KAPP».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 29 juin 2007.
Henri

Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Maria do Ceu Loureiro Marques à changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Maria MARQUES».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Madame Maria do Ceu Loureiro Marques, née le 25 mai 1963 à Figueira do Foz (Portugal), de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-3552 Dudelange, 41, rue Nic Conrady, sollicitant l'autorisation de changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Maria MARQUES»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Madame Maria do Ceu Loureiro Marques est autorisée à changer ses prénom et nom patronymique actuels en ceux de «Maria MARQUES».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 29 juin 2007.
Henri

Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Madame Alfreda Anita MENGONI à changer ses prénoms actuels en celui de «Anita».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Madame Alfreda Anita MENGONI, née le 11 mars 1947 à Esch-sur-Alzette, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-3736 Rumelange, 25, rue St. Joseph, sollicitant l'autorisation de changer ses prénoms actuels en celui de «Anita»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Madame Alfreda Anita MENGONI est autorisée à changer ses prénoms actuels en celui de «Anita».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre à l'intéressée sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 29 juin 2007.
Henri

Arrêté grand-ducal du 29 juin 2007 autorisant Monsieur Roland Jean-Marc ROELTGEN et Madame Tina KÖNIG à changer le nom patronymique actuel de leur fille Jill KÖNIG en celui de «ROELTGEN».

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la demande présentée par Monsieur Roland Jean-Marc ROELTGEN et Madame Tina KÖNIG, demeurant à B-6717 Heinstert, 81, route d'Habay, sollicitant l'autorisation de changer le nom patronymique actuel de leur fille Jill KÖNIG, de nationalité luxembourgeoise, née le 22 mars 2006 à Ettelbruck, en celui de «ROELTGEN»;

Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms;

Vu les avis de Monsieur le Procureur Général d'Etat et de Monsieur le Procureur d'Etat à Luxembourg;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Monsieur Roland Jean-Marc ROELTGEN et Madame Tina KÖNIG sont autorisés à changer le nom patronymique actuel de leur fille Jill KÖNIG en celui de «ROELTGEN».

Art. 2. Le présent arrêté n'aura son exécution qu'après la révolution de trois mois à compter du jour de son insertion au Mémorial s'il n'intervient pas de décision contraire conformément à l'article 8 de la loi susvisée.

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté dont la copie à remettre aux intéressés sera soumise à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 12 de la loi du 31 mai 1824 et à l'article 3 de la loi du 18 mars 1982.

Le Ministre de la Justice,
Luc Frieden

Palais de Luxembourg, le 29 juin 2007.
Henri

Arrêté ministériel du 8 août 2007 concernant l'ouverture d'une enquête sur l'utilité du remembrement des terres forestières sises principalement dans la commune de WINSELER.

*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural,*

Vu l'article 15 de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux;

Vu la demande du conseil communal de WINSELER en date du 31 mars 2006;

Vu la proposition de l'Office National du Remembrement en date du 22 mai 2007;

Arrête:

Art. 1^{er}. Il sera procédé par l'Office National du Remembrement à une enquête sur l'utilité d'un remembrement des terres forestières des parties des sections cadastrales D de BERLE, E de DONCOLS-SONLEZ et C de WINSELER de la commune de WINSELER, ainsi que des parties des sections MB de NOTHUM, MC de MECHER et ME de BAVIGNE de la commune du LAC DE LA HAUTE-SÛRE.

Art. 2. Les plans cadastraux indiquant la délimitation provisoire du périmètre de remembrement sont déposés au siège de l'Office National du Remembrement.

Art. 3. Les propriétaires des terres comprises dans ledit périmètre sont constitués en association syndicale de remembrement.

Art. 4. Le présent arrêté sera publié au Mémorial.

Luxembourg, le 8 août 2007.

*Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture
et du Développement rural,*
Fernand Boden

Administration de l'Environnement. – Examen. – Il est porté à la connaissance des intéressés que l'Administration de l'Environnement organisera au cours du mois de décembre 2007, l'examen de fin de stage – admission définitive – dans la carrière de l'ingénieur.

Administration de l'Environnement. – Nominations. – Par arrêté ministériel du 13 juillet 2007, Madame Jennifer BOHN, rédactrice stagiaire à l'Administration de l'Environnement a été nommée rédactrice auprès de la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2007, Madame Nadine BADRI, rédactrice principale auprès de l'Administration de l'Environnement a été nommée chef de bureau adjointe auprès de la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2007, Monsieur Jean THOMMES, ingénieur-technicien principal auprès de l'Administration de l'Environnement a été nommé ingénieur-technicien inspecteur auprès de la même administration.

Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2007, Monsieur Tom SCHRAM, attaché de direction 1^{er} en rang à l'Administration de l'Environnement a été nommé conseiller de direction adjoint auprès de la même administration.

Administration pénitentiaire. – Nominations. – Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2007, Madame Caroline LIEFFRIG, attaché de direction 1^{er} en rang, a été nommée conseiller de direction adjoint avec effet au 1^{er} août 2007, Madame Nicole SALENTINY et Monsieur René GILLEN, rédacteurs principaux, ont été nommés chefs de bureau adjoints avec effet au 1^{er} août 2007.

Association syndicale libre. – Kehlen. – En conformité à l'article 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour la pose d'une conduite d'eau au lieu-dit «Bourer Gewann» à Dondelange, commune de Kehlen, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Kehlen.

Composition de la Chambre du contentieux des fonctionnaires

2007 – 2010

- Pays-Bas : – Monsieur W.J.M. DAVIDS, président suppléant
(au 1.11.2008: Monsieur D.H. BEUKENHORST)
- Monsieur D.H. BEUKENHORST, membre suppléant
(au 1.11.2008: Monsieur C.A. STREEFKERK, membre suppléant)
- Belgique : – Monsieur I. VEROUGSTRAETE, président
– Monsieur F. FISCHER, membre suppléant
(au 1.7.2007: Monsieur E. FORRIER)
- Luxembourg: – Monsieur J. JENTGEN, membre
– Mme M.-P. ENGEL, membre suppléant

Composition de la Cour de Justice Benelux

2007 – 2010

SIEGE

Présidence

1. Monsieur J. JENTGEN, président (L)
2. Monsieur I. VEROUGSTRAETE, premier vice-président (B)
3. Monsieur W.J.M. DAVIDS, second vice-président (NL)

Juges

4. Monsieur E. FORRIER (B)
5. Madame M.-P. ENGEL (L)
6. Monsieur D.H. BEUKENHORST (NL)
7. Madame A.M.J. van BUCHEM-SPAPENS (NL)
8. Madame L. MOUSEL (L)
9.(B)

Juges suppléants

10. Monsieur F. FISCHER (B)
11. Monsieur E.J. NUMANN (NL)
12. Monsieur E. WAUTERS (B)
13. Madame A. WANTZ (L)

14. Madame M.-J. HAVE (L)
15. Monsieur C.J.J. van MAANEN (NL)
16. Monsieur C.A. STREEFKERK (NL)
17. Monsieur R. BOES (B)
18. Monsieur J. de CODT (B)
19. Monsieur E. GERARD (L)

PARQUET

Avocats généraux

1. Monsieur L. STRIKWERDA, premier avocat général (NL)
2. Monsieur J. F. LECLERCQ, avocat général (B)
3. Monsieur G. WIVENES, avocat général (L)

Avocats généraux suppléants

1. Monsieur F.F. LANGEMEIJER (NL)
2. Monsieur G. DUBRULLE (B)
3. Madame E. ZIMMER (L)

GREFFE

Monsieur K. VAN de VELDE, greffier en chef (B)

Conventions collectives de travail. – Dépôts. – Au courant du mois d'août 2007 les dépôts des conventions collectives de travail suivantes ont été acceptés par arrêté du Ministère du Travail et de l'Emploi:

- Avenant à la convention collective de travail pour le personnel ouvrier du 20 mars 1990 de la S.A. AIR LIQUIDE Luxembourg signé en date du 3 juillet 2007 entre la direction de la S.A. AIR LIQUIDE Luxembourg et l'OGB-L;
- Avenant à la convention collective de travail pour le personnel employé du 29 décembre 1998 de la S.A. AIR LIQUIDE Luxembourg signé en date du 3 juillet 2007 entre la direction de la S.A. AIR LIQUIDE Luxembourg et l'OGB-L;
- Convention collective de travail pour le personnel ouvrier de la S.à.r.l. MOOG Luxembourg signée en date du 24 juillet 2007 entre la direction de la S.à.r.l. MOOG Luxembourg, l'OGB-L, le LCGB et la délégation des ouvriers;
- Convention collective de travail pour le personnel employé de la S.à.r.l. MOOG Luxembourg signée en date du 24 juillet 2007 entre la direction de la S.à.r.l. MOOG Luxembourg, l'OGB-L, le LCGB et la délégation des employés;
- Annexes aux protocoles d'accord des 15 juillet 2005 et 16 septembre 2005 inclus en vue de la reconduction des conventions collectives de travail des employés et des ouvriers de la S.A. Paul Wurth signé en date du 8 mai 2006 entre la direction de la S.A. Paul Wurth, l'OGB-L et le LCGB.

Entreprises d'assurances. – Transfert de portefeuille d'assurance non-vie de l'entreprise d'assurance «AIG CZECH REPUBLIC pojišť'ovna, a.s.» vers l'entreprise d'assurance «AIG EUROPE S.A., pobočka pro Českou republiku». – La CNB, autorité de contrôle de la République tchèque du secteur des assurances, a informé le Commissariat aux Assurances que l'entreprise d'assurance «AIG CZECH REPUBLIC pojišť'ovna, a.s.» était autorisée à transférer son portefeuille d'assurance non-vie vers l'entreprise d'assurance «AIG EUROPE S.A., pobočka pro Českou republiku» avec effet au 1^{er} juin 2007.

Le transfert devient opposable de plein droit aux preneurs d'assurance, assurés, bénéficiaires et autres créanciers dès cette publication.

Fonds National de Solidarité. – Examen de promotion. – Un examen de promotion dans la carrière du rédacteur sera organisé au cours du mois de mai 2008.

Fonds National de Solidarité. – Examen de fin de stage. – Un examen de fin de stage dans la carrière du rédacteur sera organisé au cours du mois de janvier 2008.

Indice des prix à la consommation au 1^{er} juillet 2007.

L'indice des prix à la consommation, établi conformément au règlement grand-ducal du 20 décembre 1999, est de **709.68** au 1^{er} juillet par rapport à la base 100 au 1^{er} janvier 1948.

La moyenne des six derniers mois de l'indice raccordé s'établit au 1^{er} juillet 2007 à **713.61**.

Luxembourg, le 8 août 2007.

Service Central de la Statistique et des Etudes Economiques

Institut viti-vinicole. – Examen de promotion dans la carrière de l'expéditionnaire. – Dans la 2^{ème} quinzaine du mois de janvier 2008, l'Institut viti-vinicole, organisera un examen de promotion dans la carrière de l'expéditionnaire.

Juridictions administratives. – Nomination. – Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2007, Monsieur Lynn SPIELMANN, juge au tribunal administratif, a été nommé premier juge au tribunal administratif.

Magistrature. – Nominations. – Prorogation. – Délégation. – Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2007, Madame Paule MERSCH, premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 16 septembre 2007, Monsieur Edmond GERARD, président de chambre à la Cour d'appel, a été nommé membre de la Cour constitutionnelle, Mesdames Danièle POLETTI et Yannick DIDLINGER, premiers juges au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, Mesdames Michèle HORNICK, Françoise HILGER, Marielle RISCHETTE, Marie-Anne MEYERS, Carole BESCH et Béatrice HORPER, juges au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et Messieurs Jacques KESSELER et Charles KIMMEL, juges au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ont été nommés juges-commissaires aux ordres auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg pour la durée d'une année, Madame Marielle RISCHETTE, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommée premier juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 16 septembre 2007. Le rang de juge a été accordé à Monsieur Bob PIRON et à Madame Michèle FEIDER, substitués au parquet de Diekirch, et à Madame Pascale KAELL, substitut au parquet de Luxembourg, avec effet au 16 septembre 2007, précédant en rang Madame Carole ERR, attaché de justice. Madame Carole ERR, attaché de justice, a été nommée juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg avec effet au 16 septembre 2007.

Le mandat de juge d'instruction de Madame Monique STIRN, vice-président au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été prorogé pour une nouvelle période de trois ans à partir du 16 septembre 2007.

Le Ministre de la Justice a été délégué pour recevoir le serment à prêter par Monsieur Edmond GERARD, nommé membre de la Cour constitutionnelle.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Commission d'Harmonisation. – Par arrêté grand-ducal du 11 mai 2007 Mme Tilly METZ est nommée membre effectif de la commission d'Harmonisation comme représentante des services communaux œuvrant dans les domaines des jeunes sans hébergement et des maisons de jeunes, en remplacement de M. Daniel HAUTUS, dont elle termine le mandat et Mme Christiane MEYER, conseiller de direction 1^{ère} classe, est nommée membre suppléant de la commission d'Harmonisation comme représentante du Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de Mme Joëlle LUDEWIG, dont elle termine le mandat.

Par arrêté grand-ducal du 24 juillet 2007 Mme Cécile GREISCH, conseiller de direction 1^{ère} classe, est nommée membre effectif de la commission d'Harmonisation comme représentante du Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de M. André MANDERSCHIED, dont elle termine le mandat et M. Claude VANDIVINIT, commissaire du Gouvernement à l'action sociale, est nommé membre suppléant de la commission d'Harmonisation comme représentant du Ministre de la Famille et de l'Intégration, en remplacement de Mme Cécile GREISCH, dont il termine le mandat.

Ministère de la Famille et de l'Intégration. – Services pour personnes âgées. – Agréments. – Par arrêté ministériel du 1^{er} août 2007, un agrément limité dans le temps est accordé pour une durée de 3 mois à l'organisme gestionnaire «ZithaSenior S.A.», ayant son siège social à 30, rue Ste Zithe, L-2763 Luxembourg, pour l'exercice de son activité de «centre intégré pour personnes âgées» à l'adresse: 30, rue Ste Zithe, L-2763 Luxembourg.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro PA/07/01/043.

Par arrêté ministériel du 1^{er} août 2007, un agrément limité dans le temps est accordé pour une durée de 6 mois à l'organisme gestionnaire «Maredoc asbl», ayant son siège social à 21, route d'Anvers, L-1130 Luxembourg, pour l'exercice de son activité de «centre intégré pour personnes âgées» à l'adresse: 34, rue de Luxembourg, L-7330 Heisdorf, dans les bâtiments du château et de la maison Regina Pacis.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro PA/02/01/040.

Par arrêté ministériel du 1^{er} août 2007, un agrément limité dans le temps est accordé pour une durée de 6 mois, vu le retard des travaux de mise en conformité, à l'organisme gestionnaire «Administration communale de Diekirch», ayant son siège social à B.P. 145, L-9202 Diekirch, pour l'exercice de son activité de «centre intégré pour personnes âgées» à l'adresse: 7, avenue de la Gare, L-9233 Diekirch.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro PA/98/01/030.

Par arrêté ministériel du 24 juillet 2007, un agrément limité dans le temps est accordé pour une durée d'un an à l'organisme gestionnaire «Hospices civils de la Ville de Luxembourg», ayant son siège à 71, rue Mohrfels, L-2158 Luxembourg, pour l'exercice de son activité de «centre intégré pour personnes âgées» appelée «Maison de Gériatrie et de Retraite Luxembourg-Hamm» à l'adresse: 2, rue Englebert Neveu, L-2224 Luxembourg.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro PA/98/01/034.

Par arrêté ministériel du 26 juillet 2007, un agrément limité dans le temps est accordé jusqu'au 10 août 2007 à l'organisme gestionnaire «Association Luxembourg Alzheimer a.s.b.l.», ayant son siège à 45, rue Nicolas Hein, L-1050 Luxembourg, pour l'exercice de l'activité de «maison de soins» appelée «Beim Goldknapp» à l'adresse: 8, rue Gruefwee, L-9147 Erpeldange.

Cet arrêté exclut l'hébergement de plus de deux personnes dans une même chambre.

L'agrément limité dans le temps est enregistré sous le numéro PA/07/10/05.

Organisme de gestion et de répartition des droits d'auteur et des droits voisins. – Autorisation. – Conformément aux dispositions de l'article 66 de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données, ainsi qu'à celles du règlement grand-ducal du 30 juin 2004 concernant les organismes de gestion et de répartition des droits d'auteur et des droits voisins, la société SIMIM, une société civile belge ayant son siège à Woluwé-Saint-Lambert (1200 Bruxelles), Place de l'Alma 3, est autorisée à exercer l'activité d'organisme de gestion et de répartition des droits d'auteur et des droits voisins sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

L'autorisation porte exclusivement sur la gestion et l'administration, dans le sens le plus large, des droits des producteurs de phonogrammes et de leurs ayants droit, et de manière générale, des droits que ceux-ci sont chargés d'exercer au Luxembourg, notamment la perception et la répartition des redevances provenant de l'exercice desdits droits au Luxembourg.

La présente autorisation est accordée pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} août 2007. Elle est renouvelable.

Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce pendant le mois de juin 2007.

N° d'ordre	Nom du failli	Date du Jugement	Juge-commissaire	Curateur
<i>Luxembourg</i>				
1.	s.à r.l. JAWA'S ZOOSHOP, établie et ayant son siège social à L-7525 Mersch, route de Colmar-Berg, TOPAZE Shopping Center	01.06.07	Mme Nadine Walch	Me Marguerite Ries
2.	s.à r.l. Institut de Beauté BALANCELLE, établie et ayant son siège social à L-8011 Strassen, 321, route d'Arlon	01.06.07	Mme Nadine Walch	Me Marguerite Ries
3.	s.à r.l. ADELUX, AGENCE GENERALE EN CHAUSSURES LUXEMBOURG, établie et ayant son siège social à L-2514 Luxembourg, 23, rue Jean-Pierre Sauvage	01.06.07	Mme Nadine Walch	Me Olivier Wagner
4.	s.à r.l. CELTIS, établie et ayant son siège social à L-2132 Luxembourg, 28, avenue Marie-Thérèse	01.06.07	Mme Nadine Walch	Me Olivier Wagner
5.	s.à r.l. C & S DOBERSCHÜTZ, anciennement ENNERT DE STEILER, établie et ayant son siège social à L-1945 Luxembourg, 2, rue de la Loge	04.06.07	M. Robert Worre	Me Marguerite Ries

6.	s.à r.l. MARINA BRUNO, établie et ayant son siège social à L-5445 Schengen, 58, Waistrooss	06.06.07	Mme Paule Mersch	Me Martine Lauer
7.	s.à r.l. COLMEIA, établie et ayant son siège social à L-4112 Esch/Alzette, 2, place de l'Europe	06.06.07	Mme Paule Mersch	Me Martine Lauer
8.	s.à r.l. KARIBOO, établie et ayant son siège social à L-1212 Luxembourg, 12, rue des Bains	08.06.07	Mme Nadine Walch	Me Marguerite Ries
9.	s.à r.l. AXECAD, avec siège social à L-2671 Luxembourg, 2, place Virchow	08.06.07	Mme Nadine Walch	Me Marguerite Ries
10.	S.A. SUSTAINABLE FORESTRY MANAGEMENT (S.F.M.), avec siège social à L-8077 Bertrange, 29, rue de Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse	08.06.07	Mme Nadine Walch	Me Marguerite Ries
11.	s.à r.l. G.C. CARRELAGES, avec siège social à L-4917 Bascharage, rue de la Continentale, de fait inconnue à cette adresse	11.06.07	M. Marc Wagner	Me Anne Devin-Kessler
12.	s.à r.l. ONE BAR, avec siège social à L-1740 Luxembourg, 16, rue de Hollerich, de fait inconnue à cette adresse	11.06.07	M. Marc Wagner	Me Anne Devin-Kessler
13.	s.à r.l. TMC EXPRESS, avec siège social à L-8437 Steinfort, 50, rue de Koerich, de fait inconnue à cette adresse	11.06.07	M. Marc Wagner	Me Olivier Wagner
14.	s.à r.l. DELTA CARGO, avec siège social à L-8378 Kleinbettingen, 1, rue du Chemin de Fer, de fait inconnue à cette adresse	11.06.07	M. Marc Wagner	Me Olivier Wagner
15.	s.à r.l. CHEZ ROCCO, avec siège social à L-4760 Pétange, 12, route de Luxembourg, de fait inconnue à cette adresse	11.06.07	M. Marc Wagner	Me Marguerite Ries
16.	s.à r.l. CEJE, établie et ayant son siège social à L-3313 Bergem, 95, Grand-Rue	11.06.07	M. Marc Wagner	Me Marianne Decker
17.	s.à r.l. SKY CLUB, avec siège social à L-3833 Schiffange, 34, rue de l'Eglise, de fait inconnue à cette adresse	11.06.07	M. Marc Wagner	Me Marianne Decker
18.	s.à r.l. PROTHERM, établie et ayant son siège social à L-3450 Dudelange, 7-9, rue du Commerce	13.06.07	Mme Paule Mersch	Me Olivier Wagner
19.	s.à r.l. BRASSERIE UM BIERG, établie et ayant son siège social à L-3960 Ehlang, 36, rue du Centre	15.06.07	Mme Paule Mersch	Me Tania Hoffmann
20.	S.A. INTERNATIONAL RETAIL MONITORING, établie et ayant son siège social à L-1611 Luxembourg, 11, avenue de la Gare	15.06.07	Mme Paule Mersch	Me Tania Hoffmann
21.	s.à r.l. LE NOUVEAU RIQUEWIHR, établie et ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 33, Allée Scheffer, (anc. à L-8011 Strassen, 373, route d'Arlon)	15.06.07	Mme Paule Mersch	Me Marguerite Ries
22.	s.à r.l. NIGHT CLUB 23, établie et ayant son siège social à L-2561 Luxembourg, 23, rue de Strasbourg	18.06.07	M. Robert Worre	Me Pierre Feltgen

23.	s.à r.l. <MADE BY> LUXEMBOURG, avec siège social à L-8399 Windhof, 9, route des Trois Cantons, de fait inconnue à cette adresse	18.06.07	M. Robert Worre	Me Pierre Feltgen
24.	s.à r.l. TRANSAME, établie et ayant son siège social à L-1930 Luxembourg, 64, avenue de la Liberté	18.06.07	M. Robert Worre	Me Alexandre Dillmann
25.	s.à r.l. COSMIR, avec siège social à L-1475 Luxembourg, 7, Plateau du Saint-Esprit, de fait inconnue à cette adresse	18.06.07	M. Robert Worre	Me Alexandre Dillmann
26.	s.à r.l. LUXDEBE, avec siège social à L-5884 Howald-Hesperange, 306a, route de Thionville, de fait inconnue à cette adresse	18.06.07	M. Robert Worre	Me Geoffrey Scardoni
27.	S.A. GLOBOTECH, avec siège social à L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre, de fait inconnue à cette adresse	18.06.07	M. Robert Worre	Me Geoffrey Scardoni
28.	s.à r.l. CAFE DE L'OPERA, établie et ayant son siège social à L-2440 Luxembourg, 100, rue de Rollingergrund	18.06.07	M. Robert Worre	Me Fabien Verreaux
29.	S.A. AZUR CLEAN, avec siège social à L-3480 Dudelange, 24, rue Gaffelt, de fait inconnue à cette adresse	18.06.07	M. Robert Worre	Me Fabien Verreaux
30.	s.à r.l. T. A. T. LUX-TRAVAUX ET APPLICATIONS TECHNIQUES LUXEMBOURGEOIS, avec siège social à L-3378 Livange, route de Bettembourg, ZI LE 2000, de fait inconnue à cette adresse	18.06.07	M. Robert Worre	Me Diab Boudene
31.	s.à r.l. GENIBAT, avec siège social à L-3313 Bergem, 95, Grand-Rue, de fait inconnue à cette adresse	18.06.07	M. Robert Worre	Me Diab Boudene
32.	le sieur Mario Arsène Nico HIEFF, commerçant, demeurant à L-9375 Gralingen, 33B, rue Principale, exerçant le commerce sous la dénomination «RESTAURANT L'ART DE VIVRE», établie à L-7737 Colmar-Berg, Centre de formation pour conducteurs	18.06.07	M. Marc Wagner	Me Marguerite Ries
33.	s.à r.l. SOFTI SERVICES, établie et ayant son siège social à L-3231 Bettembourg, 52, route d'Esch	20.06.07	Mme Nadine Walch	Me Olivier Wagner
34.	S.A. M.K. FINANCE, avec siège social à L-2550 Luxembourg, 32, avenue du X Septembre, de fait inconnue à cette adresse	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Sigurdur Gudmannsson
35.	S.A. EUROSHIP INTERNATIONAL, ayant eu son siège social à L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal, actuellement sans siège social connu	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Sigurdur Gudmannsson
36.	S.A. MMC, avec siège social à L-8011 Strassen, 140, route d'Arlon, de fait inconnue à cette adresse	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Emilie Kayser
37.	S.A. GIANNINI FRERES, avec siège social à L-4601 Differdange, 74, avenue de la Liberté	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Emilie Kayser
38.	S.A. CAPITAL CORP., avec siège social à L-1882 Luxembourg, 3, rue Guillaume Kroll, de fait inconnue à cette adresse	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Sandra Junqueira de Oliveira

39.	s.à r.l. MEVLANA, avec siège social à L-1424 Luxembourg, 8, rue André Duchscher, de fait inconnue à cette adresse	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Sandra Junqueira de Oliveira
40.	S.A. EKA Trade, avec siège social à L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie, de fait inconnue à cette adresse	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Charles Hurt
41.	s.à r.l. CAFE LA FORESTIERE, avec siège social à L-4470 Soleuvre, 1, rue Emile Mayrisch, de fait inconnue à cette adresse	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Charles Hurt
42.	s.à r.l. CR LUXEMBOURG, ayant eu son siège social à L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur, actuellement sans siège social connu	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Joachim Bailly
43.	S.A. LUXEMBOURG CONSULTING GROUP AKTIENGESELLSCHAFT, avec siège social à L-1420 Luxembourg, 3, avenue Gaston Diderich, de fait inconnue à cette adresse	22.06.07	Mme Paule Mersch	Me Joachim Bailly
44.	s.à r.l. DVD AUTOMATES VIDEO, établie et ayant son siège social à L-5426 Greiveldange, 6, Gemeengebreck	25.06.07	M. Robert Worre	Me Olivier Wagner
45.	S.A. Fiduciaire I.T.P., Expertise Comptable, en liquidation judiciaire, établie et ayant son siège social à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer	29.06.07	Mme Nadine Walch	Me Evelynne Korn
46.	S.A. MILLING EQUIPMENTS, en liquidation volontaire, avec siège social à L-1260 Luxembourg, 100, rue de Bonnevoie, de fait inconnue à cette adresse	29.06.07	Mme Nadine Walch	Me Thomas Berger
<i>Diekirch</i>				
47.	S.A. COMMER, établie et ayant son siège social à L-9265 Diekirch, 6, rue du Palais	06.06.07	M. Lex Eippers	Me Charles Steichen
48.	S.A. JACOBSTOIT, établie et ayant son siège social à L-9753 Heinerscheid, maison 96	06.06.07	M. Lex Eippers	Me Charles Steichen
49.	s.à r.l. AMIRA, établie et ayant son siège social à L-6434 Echternach, 1, rue Duchscher	06.06.07	M. Lex Eippers	Me Isabel Dias
50.	s.à r.l. M.A.S. IMPORT-EXPORT, établie et ayant son siège social à L-9085 Ettelbruck, 6, rue Jean-Pierre Thill	13.06.07	M. Lex Eippers	Me Isabel Dias

Santé. – Art de guérir. – Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Monsieur le Docteur Kurt WAGNER, né le 19 décembre 1953, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en dermato-vénéréologie au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Madame le Docteur Claudia KENNEWEG, née le 21 octobre 1970, a été autorisée à exercer la profession de médecin-spécialiste en dermato-vénéréologie au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Monsieur le Docteur Andréas SCHMIDT, né le 26 mars 1968, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en anesthésie-réanimation au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Monsieur le Docteur Norbert HERRMANN, né le 3 juin 1962, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en dermato-vénéréologie au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Monsieur le Docteur Rolf Peter ROLLES, né le 28 octobre 1963, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en médecine interne et en gastro-entérologie au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Monsieur le Docteur Jean-Marie SERWIER, né le 15 juin 1967, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en orthopédie au Grand-Duché de Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Madame Anouk BECKER, née le 7 mai 1982, a été autorisée à exercer la profession de médecin-dentiste au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Monsieur le Docteur Samuel NGOMA IKOUNGA, né le 5 avril 1969, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en radiodiagnostic au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Monsieur Frank GRÄSEL, né le 7 février 1961, a été autorisé à exercer la profession de médecin-spécialiste en chirurgie générale au Luxembourg.

Santé. – Médecine Vétérinaire. – Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Madame le Docteur Myriam BORMANN, née le 15 juin 1982, a été autorisée à exercer la profession de médecin-vétérinaire au Luxembourg.

Santé. – Pharmaciens. – Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Madame Elisabeth IUNG, épouse EIMER, née le 14 octobre 1948, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Madame Sophie WERTZ, née le 20 janvier 1972, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.

Par arrêté ministériel du 2 août 2007, Madame Stéphanie MULLER, née le 15 décembre 1977, a été autorisée à exercer la profession de pharmacien au Luxembourg.
